# Vers une nouvelle donne au Proche Orient

Comité Action Palestine (mars 2019)

Après 7 ans, le conflit syrien a connu en 2018 une issue qui traduit l'établissement d'un nouveau rapport de force au Proche et Moyen Orient. Face à la montée en puissance de la Russie, les Occidentaux, en raison de leurs propres contradictions, ne paraissent plus capables d'imposer leur diktat sur la région. Malgré le soutien redoublé des Américains, l'entité sioniste se retrouve alors prise en étau entre les forces armées du Hezbollah et de l'Iran et la résistance palestinienne. Cette nouvelle donne pourrait être favorable à la lutte nationale palestinienne.

#### Un nouveau

#### rapport de force établi au Proche et Moyen Orient

Alors que le conflit qui oppose au Yémen les forces

houtis à l'Arabie saoudite à la tête d'une coalition internationale se

poursuit, la Russie intervient également sur ce terrain pour proposer, via

l'ONU, un règlement entre les belligérants, ce qui équivaudrait finalement à

une défaite de l'Arabie saoudite. En 2018, le camp saoudien a continué à perdre

de l'influence et le soutien américain s'est fait plus critique suite au

meurtre du journaliste Jamal Kashogii en Turquie en octobre 2018 et à certaines

révélations concernant des armes américaines vendues à l'Arabie saoudite,

retrouvées aux mains des forces houtis. L'influence majeure de la Russie se traduit également par une volonté de contrecarrer la stratégie américaine

vis-à-vis des Palestiniens. Un récent sommet organisé à Moscou a en effet rassemblé

toutes les factions palestiniennes, qui, sans arriver à un accord complet, ont

exprimé une position commune rejetant le « Deal du siècle ». Ce projet, proposé

par les Américains pour « régler le conflit en Palestine », semble aujourd'hui au point mort.

La victoire qu'on peut considérer comme définitive de l'axe Syrie-Russie-Iran-Hezbollah en Syrie, marque durablement un nouveau

rapport de force dans la région. Début 2019, la quasi-totalité du territoire

syrien est repassé sous contrôle des forces gouvernementales syriennes. Outre

le renforcement du rôle déterminant du Hezbollah comme force de dissuasion face

à l'entité sioniste, et de l'Iran comme puissance régionale, cette victoire

impose la Russie comme un intervenant incontournable dans la géopolitique de cette région.

Prenant en compte ce nouveau rapport de force, la Turquie essaie de profiter de la situation et de renforcer ses alliances avec la Russie.

Elle instrumentalise la politique internationale pour détourner l'attention des

Turcs des problèmes économiques auxquels ils doivent faire face, et affiche un

positionnement plus anti-occidental qu'auparavant, illustré, notamment, par sa

prise de position vis-à-vis des ingérences impérialistes au

Venezuela.

## L'influence occidentale affaiblie par des contradictions :

Le retrait des forces américaines de Syrie initié début 2019 laissent les forces kurdes seules face à la Turquie farouchement opposée à

leur projet d'indépendance. Très actives pour combattre Daesh et l'Etat

islamique, les Kurdes avaient parié sur le soutien occidental. Ils n'ont alors

pas d'autre choix qu'un rapprochement avec les forces syriennes

gouvernementales, ce qui éloigne la perspective d'un éclatement territorial de

la Syrie, souhaité par les Occidentaux.

Alors que la victoire en Syrie et la défaite de l'Arabie saoudite au Yémen renforce le leadership régional de l'Iran, les USA redirigent

leur pression vers la République islamique avec leur retrait de l'accord sur le

nucléaire et la réactivation du blocus économique au cours de 2018. Un conflit

ouvert avec l'Iran paraissant peu probable, l'objectif principal est

d'affaiblir économiquement le pays en espérant une déstabilisation politique et

des mouvements de révolte en interne pouvant conduire à un renversement du

régime. Pour l'instant, l'Iran n'a pas répondu aux attaques militaires

israéliennes contre ses forces positionnées en Syrie et elle met en place des

dispositifs monétaires pour contourner l'embargo en nouant des alliances

commerciales avec la Russie et la Chine. Par ailleurs les

contradictions entre

pays capitalistes depuis l'élection de Trump sont un élément supplémentaire à

prendre en compte. En effet lors d'un récent sommet à Varsovie, les USA ont

tenté de constituer un front anti-iranien uni rassemblant plus de 60 pays. Or

les Européens, qui veulent défendre leurs propres intérêts économiques, en recherchant

des moyens pour contourner l'embargo et échapper aux sanctions, n'ont pas

participé à ce sommet, affaiblissant de fait la stratégie américaine contre l'Iran.

Enfin, même si la Jordanie n'est pas une puissance

régionale, les contradictions qui la traversent sont à prendre en compte. Elle

doit composer entre, d'une part, une alliance historique avec Israël et les

Américains et, d'autre part, une population composée à 60% de Palestiniens et

son rôle de garant des lieux saints musulmans d'al-Quds. Pendant la guerre en

Syrie, son territoire a servi de base occidentale, ce qui l'a conduit à

interrompre ses échanges avec ce pays alors que c'était son principal

partenaire économique. Depuis, elle subit une grave crise économique et a connu

en juin 2018 une mobilisation sociale inédite. Afin d'éviter toute

déstabilisation défavorable aux pays du Golfe et à Israël, les Pétromonarchies

sont venues à sa rescousse financière. Les Américains voulaient lui faire jouer

un rôle majeur dans le « Deal du siècle », en lui rattachant

une grande partie

de la Cisjordanie et annulant le droit au retour des réfugiés palestiniens et

la souveraineté arabe sur al-Quds. Mais la Jordanie s'y est jusqu'alors clairement opposée.

## L'entité sioniste fragilisée malgré le soutien américain renforcé

En dépit des décisions américaines en sa faveur, l'entité sioniste se trouve fragilisée par ce nouveau rapport de force. En 2018, les

Américains ont transféré le 14 mai leur ambassade à al-Quds, reconnaissant de

facto la ville comme capitale d'Israël. Poursuivant les négociations pour

conclure le « Deal du siècle », ils ont aussi cessé de financer

l'UNRWA (l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens), mettant en péril

l'aide internationale aux réfugiés et de ce fait la matérialisation de la

reconnaissance internationale du Droit au Retour. L'entité a, quant à elle, poursuivi

son activité de normalisation avec les Etats arabes (sous la houlette de

l'Arabie saoudite) et avec les Etats africains auprès desquels elle cherche un

soutien à l'ONU. Mais la victoire en Syrie de l'axe Syrie-Iran-Russie-Hezbollah

a renforcé la résistance armée à ses frontières et le retrait des américains de

Syrie a laissé l'entité sioniste seule face à ses ennemis. Les attaques répétées

qu'elle mène contre les forces syriennes et iraniennes basées au sud de la Syrie ont pour l'instant uniquement conduit à un renforcement des moyens

militaires de défense syrienne par les Russes. Cette activité belligérante de

faible intensité apparait d'ailleurs plus à destination de son opinion interne

car l'entité n'apparait pas de taille, sur le plan militaire, à affronter

l'Iran. En interne, la persistance et l'efficacité de la résistance

palestinienne a conduit à une crise politique majeure suite à la démission de

Lieberman en décembre 2018, et la nécessité de convoquer des élections

législatives anticipées en avril 2019. La démission récente du commandant des

commandos de l'armée israélienne confirme cette instabilité politique au sein

de l'entité sioniste. Illustrant bien cette situation, Benny Gantz, ex chef

d'Etat-major de l'armée israélienne, a récemment déclaré qu' « Israël

devrait se retirer à moyen terme de la Cisjordanie car il n'arriverait pas à

gérer la prochaine guerre ».

#### La Marche

## pour le retour : un degré supérieur pour la résistance populaire

Alors que les forces politiques palestiniennes peinent toujours à exprimer de manière unifiée leur rejet du deal du siècle, que

l'Autorité palestinienne maintient sa collaboration sécuritaire avec l'entité

sioniste, et que Abbas tente toujours de prendre le pouvoir à Gaza en coupant

les vivres au Hamas, la résistance populaire palestinienne se renforce. En

Cisjordanie elle ne faiblit pas et a pris, en 2018, une nouvelle forme à Gaza.

La Marche pour le retour est une nouvelle expression du génie populaire

palestinien. Complètement asphyxiée par un blocus depuis plus de 10 ans, la

population de Gaza n'a rien à perdre. Ainsi depuis fin mars, elle se mobilise

chaque vendredi pour marcher vers la barrière qui la sépare de la Palestine

occupée. Malgré la répression qui s'abat sur les manifestants (plus de 250

morts, dont 60 en un seul jour pour la commémoration de la Nakba, et près de

26000 blessés), la pression populaire sur l'entité sioniste est maintenue. De

plus, et même si elle se fait discrète, la résistance armée est toujours active

et efficace (en témoigne l'opération de novembre où elle a réussi à repousser

par surprise un commando terrestre ennemi), et le mouvement populaire est

soutenue par les principales factions palestiniennes. Bien que le rapport de

force puisse paraitre particulièrement disproportionné, la force symbolique de

cette résistance, et celui de la Marche du retour en particulier, est majeure. Le

message palestinien est clair. «Le peuple palestinien n'a plus rien à perdre,

il ne capitulera pas et rentrera chez lui, le Droit au retour est son droit ».

De fait, la politique sioniste pour faire disparaitre le peuple palestinien

depuis 70 ans a échoué. La résistance est aujourd'hui multiple

et menace de toutes parts l'entité coloniale.

Ainsi si la Palestine n'apparait pas actuellement comme la pièce majeure des équilibres régionaux, le contexte pourrait lui être très

favorable. Sous la menace des forces de l'axe de résistance (Hezbollah, Iran et

Syrie) au Nord et de la résistance populaire palestinienne en interne, l'entité

sioniste apparait dans une situation plus fragile qu'elle ne l'a jamais été

depuis sa création. De plus, les contradictions au sein de l'axe occidental

affaiblissent sa position hégémonique et les intérêts russes dans la région bénéficient

pour l'instant aux forces anti-impérialistes et antisionistes. L'espoir est donc permis pour les Palestiniens.